

## Guerre au Moyen-Orient : au sein des entreprises d'Ile-de-France, le stress monte

**Plus d'un mois après le début du conflit, une immense majorité constate une hausse des coûts liés aux carburants et, déjà, une baisse de la demande, selon une enquête flash de la Chambre de commerce et d'industrie régionale. Par-dessus tout, les chefs d'entreprise redoutent une guerre qui durerait.**

L'impact économique est là. Plus d'un mois après son déclenchement, le 28 février, la guerre au Moyen-Orient touche l'immense majorité des entreprises franciliennes. L'ampleur des chiffres de l'enquête flash, menée entre le 16 et le 26 mars, par la Chambre de commerce et d'industrie Paris Ile-de-France en dit long : 94 % des chefs d'entreprise qui ont répondu - ils ont été plus de 800\* -, constatent une hausse des coûts liés aux carburants depuis les premières attaques. « Et pour une très grande partie des entreprises, cette hausse est au moins de 10 % à 20 % supérieure par rapport à la situation normale », précise Julien Tuillier, responsable du Crocis, l'observatoire économique de la CCI Paris IDF.

Plus de 80 % estiment que le conflit impacte d'ores et déjà leur activité, à commencer par la demande qui baisse, suivi par des coûts de production qui augmentent. Dans ce contexte, l'ensemble des secteurs de la région accuse le coup. Seuls les services semblent un peu mieux résister, 50 % des entreprises évoquant des répercussions à l'heure de l'enquête. Mais le transport et la logistique, le commerce, la construction et l'industrie, particulièrement tributaires des approvisionnements en matières premières, sont sous tension.

### « Un monde d'incertitude »

« Le problème est beaucoup plus large que les seuls carburants. Le blocage du détroit d'Ormuz menace également l'hélium, par exemple, qui sert dans les semi-conducteurs et dont le Qatar est un très gros producteur », rappelle Julien Tuillier. Plus de la moitié (51 %) des entreprises qui exportent interrogées par la CCI rencontre des difficultés, qu'elles soient liées à des retards, des coûts ou des ruptures. Un tiers d'entre elles indique que leurs importations transitent par des zones affectées, notamment le détroit d'Ormuz.

### Lire aussi :

Guerre en Iran : le spectre d'une nouvelle crise énergétique fait trembler les ETI

<https://www.lesechos.fr/pme-regions/actualite-pme/guerre-en-iran-le-spectre-dune-nouvelle-crise-energetique-fait-trembler-les-eti-2222925>

A court terme, les effets sont soutenables, rapportent les enquêteurs, qui notent que 41 % des sondés disaient fin mars ne pas avoir besoin, à ce stade, d'un soutien public. Un soutien était donc déjà souhaitable voire nécessaire aux yeux d'une majorité d'entre eux. Si « la situation reste aujourd'hui globalement maîtrisée, les inquiétudes sont réelles en cas de prolongation de la crise », prévient le président de la CCI Paris Ile-de-France, Dominique Restino, dans un communiqué. 37 % des répondants jugent que leur entreprise serait alors « fortement exposée ou en risque critique ». A quel horizon les choses deviendraient-elles vraiment critiques ? Pour près des deux tiers des entreprises interrogées, il ne faudrait pas plus de deux à trois mois.

**Lire aussi :**

Prix de l'essence : des aides de 20 centimes par litre pour les transporteurs et les pêcheurs les plus en difficulté  
<https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/crise-de-lenergie-des-aides-de-20-centimes-par-litre-pour-les-transporteurs-et-les-pecheurs-les-plus-en-difficulte-2223521>

« Nous sommes dans un monde d'incertitude et, on le sait, les chefs d'entreprise n'aiment pas ça. Où va s'arrêter la hausse des prix des carburants, du gaz ? Quel impact sur la consommation d'électricité ? Les questions sont nombreuses... », souligne Julien Tuillier. Au mois de mars, l'inflation s'est envolée, selon les premières données de l'Insee. Le choc énergétique mondial de 2022, au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, est dans toutes les têtes. Et cette fois-ci, les répercussions pourraient aller encore plus vite. Pour le responsable du Crocis, « si le conflit s'aggrave, nous allons arriver à des situations qui risquent d'être très compliquées pour l'activité des entreprises. La différence avec 2022, c'est qu'aujourd'hui les chocs forts s'accumulent ».

\*76 % des répondants comptent moins de 10 salariés.

*par Muryel Jacque*

